

Peter Dale SCOTT

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

-

La finance, le pétrole,  
et la guerre perpétuelle

Traduit de l'américain  
par Maxime Chaix

Éditions Demi-Lune  
Collection Résistances



## CHAPITRE 1

## Le Projet Jugement dernier, les événements profonds et l'érosion de la démocratie aux États-Unis

*« Je suis conscient de la possibilité d'instaurer une véritable tyrannie aux États-Unis. Nous devons donc nous assurer que cette agence [la National Security Agency], et toutes celles qui possèdent ces technologies, opèrent dans un cadre légal et sous une supervision appropriée, de sorte que nous ne tombions jamais dans cet abîme. Y sombrer serait sans retour. »*

– Sénateur Frank Church (1975)

Ces dernières années, j'ai été de plus en plus préoccupé par l'interaction entre trois tendances alarmantes et déterminantes dans l'Histoire contemporaine des États-Unis. La première est la militarisation croissante de ce pays, et essentiellement sa propension, voire son obsession, à s'engager dans des guerres néfastes et inutiles. (Comme l'ancien Président Jimmy Carter l'a expliqué avec pertinence, « le reste du monde considère presque unanimement les États-Unis comme le principal fauteur de guerre. »)<sup>1</sup> La deuxième tendance, qui lui est étroitement liée, est l'érosion progressive de la politique publique et de l'État de droit, du fait qu'ils sont subordonnés – y compris sur notre territoire – aux exigences des opérations clandestines états-uniennes à l'étranger.

La troisième tendance, elle aussi étroitement liée aux précédentes, est l'influence majeure de ce que j'ai appelé les « événements profonds » sur l'Histoire des États-Unis – une influence de plus en plus nocive. Il s'agit d'événements qui, dès le départ, sont entachés de mystère, comme l'assassinat du Président Kennedy, l'effraction du Watergate ou le 11-Septembre. Par ailleurs, ils impliquent systématiquement des actes criminels ou violents, et ils sont intégrés dans les processus clandestins des services spéciaux. Enfin, ils ont pour conséquence d'étendre la part secrète de l'État, et ils font ensuite l'objet de dissimulations systématiques dans les médias grand public et dans les archives internes du gouvernement.

Il existe un facteur liant l'assassinat de JFK, le Watergate, la « contre-surprise d'octobre » de 1980 visant à empêcher la réélection du Président Carter, l'affaire Iran-Contra et le 11-Septembre. Il s'agit de l'implication, dans les coulisses de tous ces événements profonds, d'individus ayant participé à la planification de crise la plus secrète et importante des États-Unis. Depuis les années 1950, on désigne celle-ci comme le programme de la « Continuité du Gouvernement » (COG pour *Continuity of Government*) – plus communément appelé le « Projet Jugement dernier » au Pentagone. La mise en œuvre des mesures de la COG le matin du 11 septembre 2001 fut l'aboutissement de plusieurs décennies de cette planification. Elle a eu comme conséquences la militarisation permanente du territoire des États-Unis, de même que l'instauration de processus et d'institutions ayant pour objectif d'imposer l'hégémonie de ce pays à l'étranger.

Ces dernières décennies, en étudiant ces événements profonds à mesure qu'ils survenaient, je me suis intéressé aux liens qu'ils pouvaient avoir entre eux. Dorénavant, il est possible de démontrer en quoi chacun fut lié aussi bien à celui qui le précédait qu'à l'occurrence suivante.

Dans ce chapitre, je souhaiterais approfondir cette analyse, en proposant un cadre théorique qui permette d'étudier les forces immuables derrière les événements profonds les plus importants. Il s'agit ainsi de comprendre dans quelle mesure ces forces ont contribué à la prédominance politique de ce qui était appelé autrefois le « complexe militaro-industriel ». C'est pourquoi je tenterai de décrire certaines lois informelles qui déterminent la sociodynamique de chacune des grandes sociétés que l'on appelle les « empires ». Celles-ci déploient leur excès de puissance pour s'étendre au-delà de leurs propres frontières en imposant leurs volontés aux autres peuples. De façon prévisible, ce processus d'expansion génère des tendances propres aux institutions impériales et aux individus luttant pour s'élever dans leurs hiérarchies. Aux États-Unis, ce phénomène a transformé le complexe militaro-industriel : d'une menace en marge de l'ordre social, il est progressivement devenu une force omniprésente qui domine celui-ci.

Par ce cadre théorique, j'espère convaincre les lecteurs que notre Histoire récente est, à certains égards, plus simple qu'elle n'y paraît – notamment dans les médias. Notre société, du fait de ses réussites économiques et de l'expansion qui en découle, a engendré des forces impersonnelles à la fois en dedans et en dehors d'elle-même. Jusqu'à présent, celles-ci ont transformé notre démocratie électorale en un empire répressif. Et parmi ces forces évoluent celles qui sont à l'origine des événements profonds.

Je suis loin d'être le seul à percevoir cette dégradation politique aux États-Unis, notamment en termes de processus décisionnels. Un tel phénomène, reflétant le déclin des empires du passé, fut décrit de manière approfondie par le regretté Chalmers Johnson :

« Une abondance de preuves démontre que, dans la décennie suivant la fin de la guerre froide, la politique étrangère des États-Unis s'est considérablement éloignée de la diplomatie, de l'aide au développement, du Droit international et des institutions multilatérales. La plupart du temps, elle s'est au contraire matérialisée par les intimidations, la force militaire et les manipulations financières. »<sup>2</sup>

Cependant, mon analyse va plus loin que celles de Chalmers Johnson, Kevin Phillips, Andrew Bacevich et d'autres observateurs. En effet, elle vise à démontrer que les trois principaux événements profonds – l'assassinat de JFK, le Watergate et le 11-Septembre – ne furent pas seulement des symptômes de ce déclin démocratique aux États-Unis, mais qu'ils en ont été des facteurs importants.

À l'instar de Michael Lind, certains auteurs ont remarqué que, depuis longtemps, deux différentes cultures politiques avaient prévalu aux États-Unis. Celles-ci sous-tendent les divergences politiques entre les citoyens de ce pays, de même qu'entre divers secteurs de l'État.<sup>3</sup> L'une de ces cultures est principalement égalitaire et démocratique, favorisant le renforcement juridique des droits de l'Homme aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger. La seconde, bien moins admise mais profondément enracinée, priorise et enseigne le recours à la violence répressive. Visant à maintenir l'« ordre », elle est dirigée à la fois contre la population des États-Unis et contre celles du Tiers-Monde.

Dans une certaine mesure, on peut retrouver ces deux mentalités dans chaque société. Elles correspondent à deux exercices opposés du pouvoir et de la gouvernance, définis par Hannah Arendt comme la

« persuasion par arguments » face à la « contrainte par la force ». Se conformant à Thucydide, Arendt attribue l'origine de ces principes à la « manière grecque de gérer les affaires intérieures, la *persuasion* (πειθειν), ainsi [qu'à] la conduite habituelle des affaires étrangères, centrée sur la force et la *violence* (βία). »<sup>4</sup> Dans un autre essai, Arendt écrivit que « la violence et le pouvoir [persuasif] ne sont pas identiques. (...) Le pouvoir et la violence sont à l'opposé l'un de l'autre ; là où l'un règne d'une manière absolue, l'autre est absent. »<sup>5</sup>

On peut considérer que l'apologie, par Hannah Arendt, du pouvoir persuasif comme fondement d'une société constitutionnelle et ouverte est aux antipodes de la défense – par le professeur de Harvard Samuel P. Huntington – d'un pouvoir de l'ombre autoritaire et coercitif comme prérequis de la cohésion sociale. Ce pouvoir coercitif prôné par Huntington constitue donc l'antithèse du pouvoir ouvert et persuasif. Selon lui, « le pouvoir ne peut rester fort que lorsqu'il est maintenu dans l'ombre ; lorsqu'il est exposé à la lumière du jour, il commence à s'évaporer. »<sup>6</sup>

Arendt admirait la Révolution américaine, puisqu'elle avait abouti à la création d'une Constitution visant à assurer l'encadrement du pouvoir politique par l'ouverture et la persuasion. Au contraire, dans l'Afrique du Sud ségrégationniste, Huntington conseilla le gouvernement Botha dans la mise en place d'un puissant appareil d'État sécuritaire non soumis au contrôle public. Nous pourrions dire qu'Arendt était une théoricienne du pouvoir constitutionnel, et Huntington du « pouvoir de l'ombre ». Ce dernier est l'essence même de ce que j'ai voulu signifier en me référant à « l'État profond » – une expression que j'ai empruntée à la Turquie en 2007. Il s'agit d'un pouvoir qui ne provient pas de la Constitution, mais de sources extérieures et supérieures à celle-ci, et qui est « plus puissant que l'État public. »<sup>7</sup> En 2013, le retour de l'armée à la tête de Égypte, de même que les révélations sur la surveillance de la NSA par Edward Snowden, ont donné de la valeur à la notion d'État profond. Celui-ci a été défini dans un éditorial du *New York Times* comme « [un] niveau de gouvernement ou de super contrôle difficilement perceptible qui se maintient quel que soit le résultat des élections et qui est susceptible de contrecarrer les mouvements sociaux ou les changements radicaux. »<sup>8</sup> À partir du chapitre 2, j'approfondirai mon analyse et ma définition de l'État profond.

Écrivant durant les manifestations et les émeutes des années 1960, Arendt aussi bien qu'Huntington craignaient que l'autorité traditionnelle ne soit en danger. En effet, Arendt la percevait comme étant menacée par le « déclin [contemporain] de la tradition et de la religion ». Un demi-siècle plus tard, je dirais que l'État profond représente un bien plus grand péril pour l'équilibre social. En revanche, il est un atout majeur pour ceux qui, à la droite de l'échiquier politique, invoquent l'autorité au nom de la sécurité, de la tradition et de la religion. Nous avons pu observer l'implication massive des États-Unis dans un mouvement de domination et d'exploitation du reste du monde, notamment par les méthodes clandestines et hors-la-loi de l'État profond. Ainsi, les processus persuasifs ouverts, qui ont constitué l'idéal traditionnel de ce pays dans la gestion de ses affaires intérieures, ont été de plus en plus subordonnés à la violence autoritaire.

Comme je le montrerai dans ce livre, les mécanismes horizontaux de la démocratie ont été graduellement supplantés par les processus verticaux de l'État profond. Or, j'ai tendance à penser que les pressions immuables de l'Histoire vont dans l'autre sens : celui de l'atténuation de la violence par les forces de persuasion. Par exemple, la Russie tsariste s'est transformée en un système anachronique voué à l'effondrement car il lui manquait un enracinement populaire. Je souhaiterais un meilleur avenir pour les États-Unis.<sup>9</sup>

La tendance actuelle au renforcement d'un pouvoir vertical, répressif ou violent est idéologiquement défendue comme étant un moyen de garantir la sécurité et la stabilité sociale, alors qu'au contraire, il les menace. Comme Kevin Phillips et d'autres auteurs l'ont démontré, les empires bâtis sur la violence ou la répression ont tendance à triompher puis à s'effondrer, bien souvent avec une rapidité surprenante.<sup>10</sup> Selon la thèse centrale de ce chapitre, le pouvoir répressif est instable par essence, en ce qu'il engendre des forces dialectiques à la fois en dedans et en dehors de lui-même. De par le monde, le pouvoir répressif a favorisé la création de ses propres ennemis, comme le démontrent les exemples de la Grande-Bretagne (en Inde), de la France (en Indochine) et de la Russie (en Europe de l'Est).

Mon argument central est que l'expansionnisme d'un pays hors de ses frontières engendre le développement d'un pouvoir répressif. Ce phénomène a des conséquences prévisibles, qui dépassent les intentions de quiconque évoluant au sein de ce système. Des agences récemment mises en place et mal supervisées appliquent des politiques contradictoires à l'étranger, dont le résultat global est habituellement coûteux et néfaste – non seulement pour la nation ciblée, mais également pour les États-Unis.

Ce constat s'applique tout particulièrement aux agences clandestines, dont l'usage du secret induit que des politiques controversées prolifèrent sans coordination ou sans contrôle. Essentiellement, depuis 1945, l'Asie a été la principale région dans laquelle la CIA a outrepassé ou ignoré les directives politiques du Département d'État. Comme je le documente dans *La Machine de guerre américaine*, les interventions de l'Agence sur le continent asiatique – en particulier celles qui ont mené aux guerres du Laos, du Vietnam et d'Afghanistan – ont favorisé le développement d'une connexion narcotique globale de la CIA (que j'ai appelée dans des travaux précédents un « 'sombre quadrant' de pouvoirs incontrôlés »).

Cette connexion narcotique globale, abondamment financée par les revenus des trafics et de la violence illégale, a un intérêt majeur dans les interventions étrangères des États-Unis – en particulier dans ces guerres ingagnables, qui aggravent les conditions de non-droit nécessaires à la prolifération du trafic de drogue. Il est donc parfaitement logique que cette connexion narcotique ait continuellement favorisé la création d'un empire global états-unien – que la plupart de nos concitoyens n'ont jamais demandé. Plus particulièrement, ce « sombre quadrant » a contribué à chacun des principaux événements profonds, dont l'assassinat du Président Kennedy, le cambriolage du Watergate et les attaques du 11-Septembre. Ces événements ont encouragé la militarisation de ce pays, ainsi que l'affaiblissement de ses institutions démocratiques.<sup>22</sup>

## LA « CONTINUITÉ DU GOUVERNEMENT » (COG) ET L'OCCUPATION MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS

Comme je l'ai écrit précédemment, deux mentalités conflictuelles ont sous-tendu chacun des événements profonds importants ayant frappé les États-Unis : celle de l'ouverture et celle de la domination répressive. Les origines de ce conflit remontent à la guerre de Sécession,

ainsi qu'aux guerres indiennes du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle – et avant celles-ci à la Révolution américaine.<sup>23</sup> Bien que cette conflictualité soit ancienne et permanente, en conclure que rien n'a changé récemment serait une erreur. Au contraire, les USA traversent actuellement une nouvelle crise suscitée par ce très vieil antagonisme.

Depuis la seconde guerre mondiale, le secret a été utilisé pour accumuler de nouveaux pouvoirs bureaucratiques classifiés, sous couvert de la planification d'urgence censée répondre aux désastres nationaux. Au sein même comme en dehors de l'État, ce programme est connu sous le nom de code de « Projet Jugement dernier ». Au début de la présidence Reagan, cette planification a été rebaptisée par une appellation trompeuse, la « Continuité du Gouvernement » (ou COG). Notamment développée par Oliver North, Donald Rumsfeld et Dick Cheney depuis le début des années 1980, la COG est en fait devenue le vecteur d'un important changement de gouvernement depuis son instauration le 11 septembre 2001. À l'origine, les pouvoirs répressifs extrêmes qui avaient été accumulés dans le cadre du Projet Jugement dernier furent développés afin de contrôler le reste du monde. À présent, les États-Unis eux-mêmes sont traités comme s'ils étaient un territoire occupé – et ce à un degré sans précédent.

Ces plans – initialement centrés sur une éventuelle décapitation du gouvernement des États-Unis à la suite d'une attaque nucléaire –, furent progressivement recalibrés afin de gérer le problème de la désobéissance civile, et plus particulièrement de la résistance de l'opinion publique états-unienne aux campagnes militaires à l'étranger. En effet, les plans de la COG furent modifiés sous l'administration Reagan afin de traiter le peuple des États-Unis comme une forme d'ennemi. Devant les Comités restreints du Congrès sur l'affaire Iran-Contra, Oliver North avait déclaré : « Nous n'avons pas perdu la guerre au Vietnam, nous l'avons perdue ici même, dans cette ville [c'est-à-dire Washington]. »<sup>24</sup> Ainsi, le Projet Jugement dernier a repris et élargi les directives de l'opération *Garden Plot* développées par l'armée US. Ce programme était destiné à gérer des manifestations anti-guerres et des émeutes urbaines qui, après l'assassinat de Martin Luther King Jr, avaient abouti à la création de ce que l'on appelle la « salle de guerre intérieure » du Pentagone (la « *domestic war room* », ou *Directorate of Civil Disturbance and Planning Operations* [DCDPO]). Les stratèges de la COG y ont également incorporé des plans du Département de la Justice, qui organisaient la mise en place

d'un système de centres de détention pour des milliers de dissidents – ces derniers ayant été fichés pour être immédiatement arrêtés en cas d'urgence nationale.<sup>25</sup>

Le résultat de cette planification de la COG fut un ensemble de mécanismes répressifs, préparés pendant deux décennies par un groupe très restreint et élitiste, puis instaurés à partir du 11-Septembre. J'en discuterai dans le chapitre 3, en me référant à leur appellation officielle de « Continuité du Gouvernement » (c'est-à-dire les plans de la COG). Cet ensemble de mesures comprenait 1) la surveillance extrajudiciaire, ce qui a été confirmé par les révélations d'Edward Snowden ; 2) la détention arbitraire, incluant des dérogations sans précédent au droit de ne pas être emprisonné arbitrairement (l'*habeas corpus*)\* et 3) des mesures inédites favorisant la militarisation de la sécurité intérieure et l'érosion du *Posse Comitatus Act* (une loi de 1876 interdisant au gouvernement fédéral d'avoir recours à l'armée dans l'application civile de la loi).

Depuis 2008, une brigade de combat de l'armée US a été déployée de façon permanente aux États-Unis. Sa mission principale consiste à être « mobilisée pour assurer la gestion des troubles civils et le contrôle des foules. »<sup>26</sup> Visiblement, la plupart des gens n'ont pas conscience que les citoyens des États-Unis ont vécu depuis 2002, comme la brigade en

---

\* NdT : L'*habeas corpus* établit une liberté fondamentale, celle de ne pas être emprisonné sans jugement. En vertu de ce principe, toute personne mise en état d'arrestation a le droit de savoir pourquoi elle est arrêtée et de quoi elle est accusée. Alors que cette note est rédigée en mars 2015, l'un des plus anciens détenus de Guantánamo ne sait toujours pas ce que les autorités états-uniennes lui reprochent. En effet, comme l'a rappelé Peter Dale Scott en 2013, « la Commission sur le 11-Septembre, se basant sur des témoignages extirpés sous la torture, a qualifié Abou Zoubeida [ou 'Abu Zubaydah'] de 'lieutenant de Ben Laden' et de '[numéro 3] d'al-Qaïda'. (...) Toutes ces accusations furent ensuite remises en cause et, jusqu'à présent, Zoubeida n'a jamais été inculpé. En 2009, d'après le *Washington Post*, il 'n'était pas même un membre (...) d'al-Qaïda, selon [des informations issues] de documents juridiques et d'entretiens avec des sources des renseignements, de la police et de l'armée. (...) Un ancien responsable du Département de la Justice [a déclaré] : 'Faire de cet homme [un leader d'al-Qaïda] est ridicule.' La même année, le gouvernement des États-Unis lui-même, dans sa réponse contre la requête en *habeas corpus* de Zoubeida, décida explicitement de ne pas soutenir qu'il 'était un membre d'al-Qaïda, ou qu'il était formellement identifié comme faisant partie de cette organisation.' *Quiconque ose remettre en cause la version gouvernementale du 11-Septembre se voit imposer le sobriquet de 'complotiste'.* » - Source : Peter Dale Scott, « America's Unchecked Security State, Part I: The Toxic Legacy of J. Edgar Hoover's Illegal Powers », *Japanfocus.org*, 29 avril 2013, [www.japanfocus.org/-Peter\\_Dale-Scott/3932](http://www.japanfocus.org/-Peter_Dale-Scott/3932)

question, sous l'autorité d'un commandement militaire de l'*US Army* appelé le NORTHCOM.<sup>27</sup> Certains observateurs ont établi un parallèle entre le déploiement de cette unité en 2008 et l'année 49 av. J.-C., lorsque César et ses légions franchirent le Rubicon.

Il est probable que cette force reste déployée aux États-Unis, constituant alors un symbole ostensible de la militarisation de notre sécurité intérieure. Il faut donc espérer que le Congrès finisse par remplir les obligations que lui impose le *National Emergencies Act*, et qu'il mette fin à l'état d'urgence national sous lequel nous vivons depuis le 11-Septembre.

## L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

Les chapitres suivants constituent dans leur ensemble une tentative de définition de l'État profond américain – un système informel et complexe, qui est donc aussi chaotique mais néanmoins aussi puissant qu'un système météorologique. Depuis différentes perspectives, et avec certaines répétitions corroboratives, je tenterai de décrire la présence d'un trou noir transnational au cœur de nos principales difficultés politiques actuelles.

Il apparaît clairement que des forces profondes interviennent à certaines occasions pour modifier la trajectoire politique des États-Unis. Nous avons pu l'observer après que le Président Kennedy eut annoncé en 1963 sa décision de retirer les troupes états-uniennes du Vietnam. Nous pouvons également citer l'exemple des attaques du 11-Septembre, qui ont déclenché la guerre de terreur globale (également appelée dans cet ouvrage la guerre « contre » le terrorisme).<sup>28</sup> En revanche, il est bien plus difficile de prouver que ces interventions profondes ont un quelconque lien entre elles. Afin d'enquêter sur cette possibilité, il est nécessaire de mener des recherches au-delà des archives du domaine public, sur lesquelles les universités nous habituent à travailler.

Je tenterai de démontrer que, derrière les institutions ouvertes de l'État public et leurs archives consultables, il existe un système plus obscur et abyssal, qui n'est que partiellement reconnu et documenté : le système de l'État profond. Au cœur de celui-ci évoluent les différentes agences instituées à l'abri du contrôle du Congrès et de la vue du public, telles que la CIA, la NSA et le Commandement mixte pour les opérations spéciales créé en 1980 (JSOC pour *Joint Special Operations*

*Command*). En théorie, la CIA a été instaurée en 1947 par une loi du Congrès. Mais en réalité, elle a été façonnée et imposée à un Président récalcitrant par des banquiers et des avocats de Wall Street, dont Allen Dulles. Je le montrerai dans le chapitre 2, où je décrirai le système de l'État profond dans le contexte de Wall Street et des supermajors (appelées « *Big Oil* » aux États-Unis). Dans le chapitre 3, j'expliquerai comment le programme peu remarqué du Projet Jugement dernier – c'est-à-dire les plans de la COG mis en œuvre le 11 septembre 2001 – ont contribué à la subordination de la Constitution des États-Unis par les différentes mesures de crise analysées ici (ces procédures étant toujours en place aujourd'hui).

Les chapitres 4, 5 et 6 analyseront les contrevérités dans les récits officiels de la guerre « contre » le terrorisme – une campagne militaire qui a été invoquée pour justifier les procédures d'urgence de la COG. Je montrerai en quoi le contexte de « guerre » a permis de masquer la protection d'importants agents d'al-Qaïda par de hauts responsables des gouvernements états-unien, saoudien et qatari – à partir des années 1990, et même après le 11-Septembre. Plus particulièrement, le chapitre 6 s'intéressera aux raisons cachées de la guerre de terreur lancée par les États-Unis depuis le 11-Septembre.

Le chapitre 7 démontrera dans quelle mesure les pouvoirs profonds se sont imposés aux différents Présidents des États-Unis depuis 1961. Cette analyse nous conduira à l'argument central du chapitre 8, selon lequel il est plus probable que les événements profonds tels que le 11-Septembre – et avant celui-ci le Watergate ou l'assassinat de JFK – aient été l'œuvre de forces obscures issues de l'État profond, plutôt que d'éléments marginaux extérieurs au gouvernement. À un niveau plus obscur et abyssal, ils peuvent être considérés comme des séquences centrales et structurelles dans l'Histoire de l'État profond américain. Après quatre décennies de recherches, je peux également conclure qu'ils sont liés entre eux, notamment à travers le rôle récurrent – dans les coulisses de ces événements profonds – du réseau de communications de crise développé à travers ce que le Pentagone a appelé le « Projet Jugement dernier ».

Dans le chapitre 9, je reviendrai sur mon analyse de l'État profond. Je reprendrai alors certains éléments de cet ouvrage à la lumière des liens qu'entretiennent les États-Unis avec l'Arabie saoudite et d'autres États ou organisations (des connexions décrites en profondeur dans

les chapitres 4 à 6). Mon analyse nous conduira à cette découverte fondamentale : des financements occultes, provenant des commissions versées dans le cadre d'importants contrats à long terme avec l'Arabie saoudite, « sont le dénominateur commun derrière chaque événement profond structurel (EPS) ayant affecté les États-Unis depuis (...) 1976 ». Ces EPS incluent l'Irangate (ou affaire Iran-Contra) et le 11-Septembre.

Afin de mieux comprendre l'offensive actuelle contre la démocratie états-unienne, les chapitres 10 et 11 décriront les toutes premières origines de la planification de la COG. C'est pourquoi j'analyserai la Peur rouge de 1919 ; les mesures de surveillance décidées par le directeur du FBI J. Edgar Hoover, qui étaient parfois illégales ; l'état d'urgence proclamé par le Président Truman durant la guerre de Corée ; ou encore le plan Huston de 1970 (un mémorandum de la Maison Blanche ayant été brièvement mis en œuvre, puisqu'il avait été jugé anticonstitutionnel et rejeté par John Mitchell, le ministre de la Justice – *Attorney General* – du Président Nixon).

Finalement, je rejoindrai celles et ceux qui perçoivent le déclin de la soi-disant *Pax Americana*, caractérisé par une course aux armements perpétuelle et un élargissement du recours à la violence militaire. Je comparerai ce déclin à celui – très similaire au phénomène actuel – de la *Pax Britannica* il y a un siècle. Aujourd'hui, nous devons mettre un terme à des politiques qui semblent aussi néfastes pour les États-Unis et le reste du monde qu'elles l'étaient à l'époque de l'Empire britannique. Le problème est que nos institutions sont à nouveau sous l'emprise d'une hystérie collective, comme ce fut le cas durant les raids de Palmer en 1919 ou les persécutions du maccarthysme dans les années 1950. La société civile doit œuvrer pour que le gouvernement US s'éloigne de l'hystérie et de l'illégalité, à l'image du réveil collectif ayant eu raison du maccarthysme. Cependant, pour reprendre le contrôle de leurs affaires politiques, les citoyens des États-Unis doivent comprendre les forces obscures de l'État profond et apprendre à les combattre.

Comme je le suggérerai à la fin de cet ouvrage, les États-Unis, à l'instar de la Grande-Bretagne, ont bien plus à offrir à l'humanité que le pouvoir violent.